

Délégation de l'UA au Burundi : l'opposition affiche son mécontentement

UA-Burundi: l'opposition dénonce l'issue d'une première journée de consultations RFI, 26-02-2016 Ce jeudi marquait le premier jour de discussions au Burundi pour la délégation de haut niveau de l'Union africaine. Composée de cinq dirigeants africains, cette délégation est chargée de mener des consultations pour convaincre de la nécessité d'un dialogue inclusif hors du Burundi pour tenter de sortir de la crise qui secoue le pays.

La rencontre avec le président Nkurunziza a été reportée à vendredi à cause du retard pris sur le programme. La délégation a toutefois rencontré en fin d'après-midi les représentants religieux et de la société civile, mais aussi les acteurs politiques. Si c'est au pouvoir, on reste discret, l'opposition, elle, affiche clairement son mécontentement. La délégation de l'UA est composée des présidents sud-africain, mauritanien, sénégalais, gabonais et du Premier ministre éthiopien. Jeudi, c'est le président Jacob Zuma qui a mené la plupart des échanges, au cours d'une rencontre d'environ deux heures. Face à la délégation, une douzaine de partis de la majorité d'un côté et, de l'autre, deux hommes : les leaders du Frodebu et de l'Uprona, rares représentants de l'opposition à ne pas être en exil. A la sortie, la majorité n'était pas disponible pour réagir. Les autorités préfèrent, elles, attendre la rencontre avec le président Nkurunziza avant tout commentaire. L'opposition, en revanche, ne cache pas sa déception. Charles Nditije accuse la délégation de n'être venue qu'entériner le maintien au pouvoir de Pierre Nkurunziza. Selon le président de l'Uprona, Jacob Zuma aurait exclu que la question du 3^e mandat figure à l'agenda du dialogue, et demandé aux opposants de respecter la décision pourtant contestée de la Cour constitutionnelle, qui avait fini par valider la candidature de Pierre Nkurunziza. Charles Nditije : « Rien de concret n'a été proposé pour mettre fin aux violences, rien de concret non plus pour le dialogue. Non seulement aucune date n'a été donnée, mais les dirigeants ont très peu insisté sur la nécessité d'inclure tous les opposants » poursuit Charles Nditije. Un membre de la délégation réclame, lui, tout penchant en faveur du pouvoir : « Les discussions continuent et nous allons tenter de faire évoluer les positions pour un dialogue le plus inclusif possible » indique cette source.